

questions  
de communication

## Questions de communication

16 | 2009  
Journalistes et sociologues

---

# Une analyse comparée de la médiatisation de deux sociologues de la délinquance juvénile

*A comparative Analysis of the Mediatisation of two Sociologists of juvenile Delinquency*

**Julie Sedel**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/343>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.343

ISSN : 2259-8901

### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2009

Pagination : 97-118

ISBN : 978-2-8143-0003-3

ISSN : 1633-5961

### Référence électronique

Julie Sedel, « Une analyse comparée de la médiatisation de deux sociologues de la délinquance juvénile », *Questions de communication* [En ligne], 16 | 2009, mis en ligne le 22 septembre 2015, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/343> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.343

---

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Tous droits réservés

---

# Une analyse comparée de la médiatisation de deux sociologues de la délinquance juvénile

*A comparative Analysis of the Mediatization of two Sociologists of juvenile Delinquency*

**Julie Sedel**

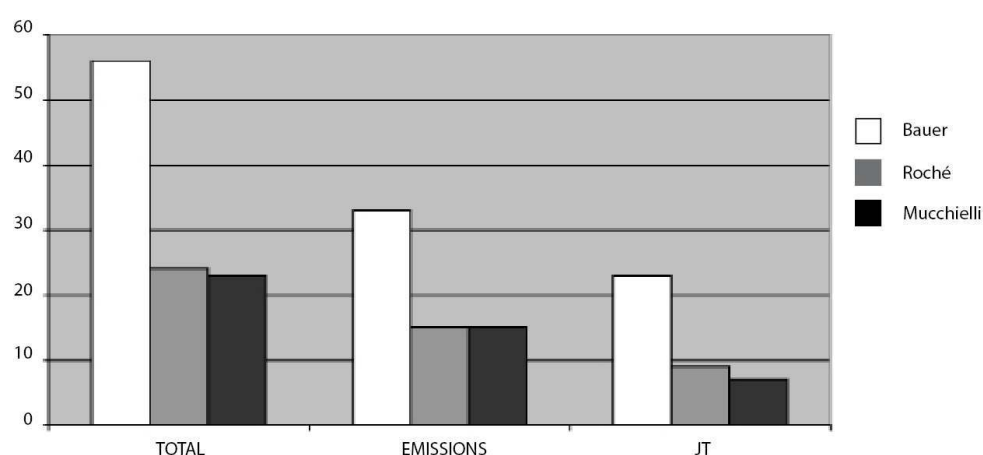
---

- 1 Cet article se propose d'étudier la contribution des sociologues au débat public à travers l'analyse comparée de la médiatisation de Sébastien Roché et de Laurent Mucchielli. Entre la fin des années 90 et les élections présidentielles de 2002, le thème de « l'insécurité », c'est-à-dire la lutte contre la petite délinquance, est devenu un thème prioritaire sur l'agenda politique<sup>1</sup>. Plusieurs « experts » ont contribué à inscrire ce « problème social » au centre des débats. Sébastien Roché et Laurent Mucchielli ont chacun incarné, durant cette période, un type de position antagoniste sur cette question. À travers leurs interventions médiatiques, il s'agira de mettre en évidence la façon dont les sociologues participent au travail de représentation des problèmes sociaux. En effet, Stephan Hilgartner et Charles L. Bosk (1988 : 53-78) ont souligné que la définition d'un « problème social » est l'objet d'une lutte entre groupes et individus (qu'ils nomment « opérateurs »), dont l'enjeu consiste à entrer (et surtout durer) sur l'agenda politique. Selon le modèle que ces chercheurs construisent, ces définitions s'opposent et se consolident au sein d'arènes publiques<sup>2</sup> qui sont autant de lieux de médiatisation (presse, élections) que de traitement (judiciaire, administratif, législatif) où l'on discute et présente les problèmes sociaux et au sein desquels l'attention du public constitue une ressource rare (*ibid.*, 1988 : 58). L'enjeu de cette lutte consiste à offrir des cadres d'interprétation, c'est-à-dire des « modèles de cognition, d'interprétation et de présentation, de sélection, d'accentuation et d'exclusion, à travers lesquels les entrepreneurs de symboles [*symbol-handlers*] organisent de façon routinière le discours, qu'il soit verbal ou visuel » (Gitlin, 1980 : 7).

## Un débat monopolisé par des « experts » auto-proclamés

- 2 Lorsque Laurent Mucchielli et Sébastien Roché interviennent dans les médias, le débat est alors monopolisé par quelques « experts » : Lucienne Bui-Trong, commissaire général aux Renseignements généraux, Xavier Raufer<sup>3</sup>, Alain Bauer, directeur d'une entreprise de sécurité, Didier Peyrat, magistrat, Richard Bousquet, commissaire... Ils ont en commun de tenir un discours alarmiste sur la délinquance juvénile qu'ils proposent de juguler à travers une réponse de type pénale et/ou répressive. Ils sont à l'origine de plusieurs ouvrages qui les ont consacrés, aux yeux des journalistes et de certains hommes politiques, comme spécialistes de la question.

Figure 1. Un débat dominé par des experts



Sources : INA, base du dépôt légal, recherche par « mots clés » effectuée sur la période 1995-2006.

- 3 Auteur avec Xavier Raufer de *Violences et insécurités urbaines*, publié en 1998, dans la collection « Que-Sais-je ? » aux Presses universitaires de France (15 000 exemplaires vendus en deux ans), Alain Bauer incarne un certain type de position dominante dans cet espace des discours sur l'insécurité. En effet, son rapprochement avec l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure (IHESI) a renforcé son crédit auprès des journalistes et des hommes politiques (Bonelli, 2008)<sup>4</sup>. Né en 1962, dans un milieu de petits commerçants, ce juriste de formation dirige, à partir de 1994, une compagnie de conseil en sécurité qui travaille essentiellement avec les collectivités territoriales, les conseils généraux, les organismes parapublics et publics. Alain Bauer doit également sa position à la détention d'un capital politique. Entré à 15 ans au parti socialiste, il est vice-président étudiant de l'université Panthéon-Sorbonne et administrateur de la Mutuel nationale des étudiants de France (MNEF). Entre 1989 et 1990, il est chargé de mission auprès de Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet du Premier ministre, Michel Rocard<sup>5</sup>. Franc-maçon depuis 1981, son élection comme grand maître du Grand Orient, en 2000, lui permettra d'étendre son influence, en plus de son insertion dans différentes sphères du pouvoir. Entre autres fonctions, il sera nommé membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (2000-2003) et de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (HALDE, 2005-2007), président du Conseil d'orientation de l'Observatoire national

de la délinquance, en 2003, président de la Commission sur le contrôle des fichiers de police...

## Un débat polarisé

- 4 Dans leur analyse du traitement médiatique des « violences urbaines », Éric Macé et Angéline Peralva (2002) ont montré que l'opposition entre les catégories du « réalisme » et de « l'angélisme » constituait l'un des clivages majeurs au sein de la profession journalistique. Signalons au passage que les termes de cette opposition portant déjà un jugement de valeur, la définition de la situation est parvenue à s'imposer comme étant la bonne. Alain Rey (2002) a démontré que la victoire électorale de l'extrême droite, à partir de 1983-1984<sup>6</sup> avait poussé les partis politiques à endosser une partie de ses positions sur l'immigration et l'insécurité, et son installation durable dans le jeu politique, durcit leurs discours et leurs actions<sup>7</sup>. Pour les partisans du discours sécuritaire, l'exploitation de ce thème par le Front national aurait eu pour effet de minimiser, au sein de « la gauche », la gravité du problème de la délinquance imputé aux jeunes immigrés des quartiers populaires<sup>8</sup>. Pour leurs opposants, « l'insécurité » serait le signe d'une extension de l'influence de l'extrême droite, d'un côté, mais aussi une façon de substituer un modèle explicatif, de type déterministe, par un autre, individualiste.
- 5 Au-delà du contenu de leurs recherches respectives, Sébastien Roché et Laurent Mucchielli ont incarné deux types de position dans le débat médiatique sur la délinquance juvénile, comme l'exprime le premier lorsqu'il dit, non sans ironie, qu'il est « l'anti-Mucchielli » (entretien avec l'auteure, 17/10/08). Laurent Mucchielli s'inspire du paradigme du déterminisme social lorsqu'il défend l'idée que les raisons de la délinquance sont à rechercher dans les structures sociales plutôt que chez les individus. Inversement, Sébastien Roché propose de rechercher la cause de la délinquance non pas dans les mécanismes sociaux généraux mais chez le délinquant lui-même<sup>9</sup>.
- 6 Un moyen de comprendre comment le débat a été structuré sur ce thème consiste à repérer les lieux d'intervention de Sébastien Roché et de Laurent Mucchielli, en prenant comme valeur étalon, Alain Bauer. La période choisie va de mi-décembre 2000 à mi-octobre 2005. Les soulèvements de 2005 ont en effet entraîné une très forte médiatisation des sociologues que nous n'avons pas pris en compte dans cette étude statistique. En revanche, les témoignages de Sébastien Roché et Laurent Mucchielli font parfois référence à des émissions qui ont été diffusées pendant ou après les soulèvements. Alain Bauer enregistre 39 apparitions télévisées (contre 18 pour Sébastien Roché et 16 pour Laurent Mucchielli). Il intervient principalement au journal télévisé de vingt heures (18 interventions) et sur le plateau de l'émission « C dans l'air » (La Cinquième, 6 apparitions).
- 7 Entre la mi-décembre 2000 et la mi-octobre 2005, le spectre des interventions est plus diversifié pour Sébastien Roché qui apparaît, dans l'ordre décroissant, aux journaux télévisés (6 apparitions), à « C dans l'air » (5 interventions), « Mots croisés » (France 2 – France 3, apparitions), puis de façon presque anecdotique à « Envoyé spécial » (France 2) enfin, dans des émissions culturelles du type « Arrêt sur image », « Droit d'auteur », « Le journal de l'histoire », les soirées Théma, toutes diffusées sur la chaîne Arte (2 interventions), enfin « Saga-cités » (France 3). Entre 2000 et 2005, Laurent Mucchielli est surtout sollicité dans les émissions culturelles diffusées sur Arte (5 interventions), et aux journaux télévisés (4 apparitions). En revanche, il n'est intervenu qu'une fois sur le

plateau de l'émission « C dans l'air » et ne s'est jamais rendu sur celui de l'émission « Mots croisés ».

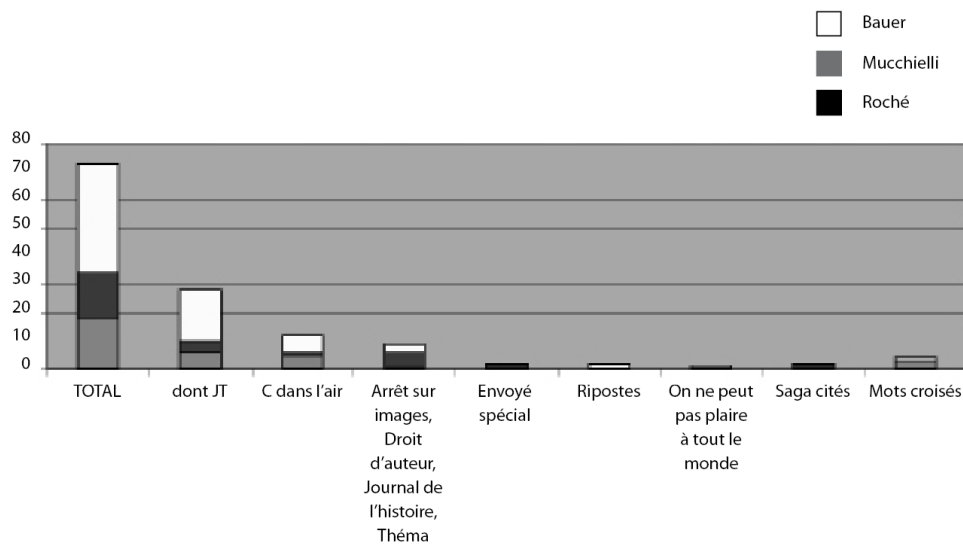
Figure 2 : Un lieu de constitution et de diffusion du « sens commun » : l'émission quotidienne « C dans l'air » (La Cinquième, 17 h 40-19 h 00)

L'émission « C dans l'air » programmée sur La cinquième<sup>10</sup> constitue l'un de ces lieux d'observation privilégié de la doxa. Entre le 3 octobre 2003 et le 31 décembre 2005, douze émissions ont été consacrées aux « Violences urbaines ». Cette catégorie d'origine policière s'est très largement diffusée dans la presse, dans l'édition, dans le milieu politique, sans pour autant renvoyer à une réalité bien définie. Pour cette raison, il importe de regarder comment cette catégorie est construite, présentée, objectivée, autrement dit, comment ceux qui participent à cette émission contribuent à la faire exister.

La rubrique « Livres » et articles de presse est particulièrement riche en enseignement. L'ouvrage d'Alain Bauer et de Xavier Raufer, *Violences et insécurité urbaines* figure dans chacune des bibliographies qui accompagnent les émissions. On y trouve également les ouvrages de Sébastien Roché (*La délinquance des jeunes*, Paris, Éd. Le Seuil, 2001 ; *Nos politiques de sécurité*, Paris, Éd. Le Seuil, 2005), de Laurent Mucchielli (*Violences et insécurité* dont l'extension – *Fantasmes et réalités dans le débat français*, ne figure pas), de Stéphane Beaud et Michel Pialoux (*Violences urbaines, violences sociales*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2003). Ces travaux scientifiques sont mélangés à des livres rédigés par des policiers convertis dans les sociétés de conseils (*Banlieue en flamme* de Charles Pelligrini, ancien patron de l'Office centrale de répression du banditisme, PDG d'une société de conseil en sécurité, depuis 1990 – CP conseils –, pilote d'avion privé, expert en sûreté aérienne, consultant pour Europe1 pour les problèmes de criminalité et de terrorisme<sup>11</sup>).

La composition des plateaux contribue à délimiter les contours du thème à débattre. On y trouve, parmi les invités réguliers, Alain Bauer (quatre émissions sur ce thème), Sébastien Roché (trois interventions), des policiers dont Bruno Beschizza, secrétaire général du syndicat Synergie officiers (3 émissions)<sup>12</sup>, des magistrats. Enfin, le directeur adjoint de *L'Express* – indice de la position de cette émission dans le champ journalistique et de ses relations avec les médias – viendra s'exprimer dans trois émissions.

Figure 3 : Les lieux d'intervention télévisée d'Alain Bauer, Laurent Mucchielli, Sébastien Roché



- 8 On peut-on faire l'hypothèse que les producteurs de discours sur l'insécurité comme fléau sont davantage invités dans les émissions s'adressant au grand public et que ceux qui s'y opposent sont plus visibles au « pôle intellectuel ». On observe en effet une opposition entre, d'un côté, un pôle constitué par l'émission « Mots croisés », « C dans l'air », « le Journal télévisé », où Alain Bauer et Sébastien Roché sont fréquemment invités et, de l'autre, un pôle constitué par les émissions diffusées sur la chaîne Arte où Laurent Mucchielli domine.
- 9 L'une des explications réside dans le fait qu'Alain Bauer est plus en adéquation avec les orientations politiques des rédactions des chaînes nationales, comme le laisse entendre Sébastien Roché (entretien téléphonique avec l'auteure, 17/10/08) : « Arlette Chabot et Yves Calvi sur la question de la sécurité n'adhèrent pas complètement à l'analyse classique de gauche qui renvoie les causes à la culture de l'exclusion, à la pauvreté ». De même, il répond davantage aux logiques d'audience, comme l'exprime ce même sociologue :
- « Les plus contributeurs en termes d'impact, c'est le médecin chef de la Santé et Alain Bauer [...]. L'impact, c'est la superficie et les ventes. Et ce ne sont pas des universitaires. C'est pas nous qui animons le débat, ce sont les consultants ou les médecins en l'occurrence. Et alors évidemment, on éprouve une frustration... [...]. Il vaut mieux vendre un livre catastrophiste un peu comme l'a fait Alain Bauer [...] qu'en expliquant que 45 % des fils de cadres contre 43 % des fils d'ouvriers commettraient des vols dans les supermarchés [...]. Alain Bauer, c'est quelqu'un qui répond à une demande [...]. Même si je ne suis pas d'accord, notamment avec les prévisions catastrophistes développées par Alain Bauer et son ami Xavier Raufer, je ne vois pas pourquoi il n'y aurait que les universitaires qui auraient le droit de se prononcer [...]. Je pense qu'ils ont une place dans ce débat ; à nous, si on doit en avoir une, d'essayer de mieux y arriver » (in : Mauger *et al.*, 2004 : 409).
- 10 En outre, sur le plan de la communication, Alain Bauer est particulièrement organisé, souligne quant à lui, Laurent Mucchielli (entretien avec l'auteure, en avril 2006) :
- « Pour vous donner un exemple, Bauer là, il a un truc très fort que j'ai appris par un copain journaliste, dans son bureau il a aussi un abonnement à l'AFP, donc il voit tomber les faits divers, les machins, et dès qu'il sent qu'une affaire va prendre de l'importance, il rédige sur une page, son petit commentaire, il le faxe à deux cent

rédactions de presse. Pour les journalistes, c'est du pain bénit, ils ont d'un côté, la dépêche de l'AFP, de l'autre, le commentaire. Donc, ils ont des stratégies de com fabuleuses quoi ».

- 11 La façon dont Sébastien Roché, Laurent Mucchielli et Alain Bauer interviennent dans la presse écrite est un bon indicateur du rôle joué par les quotidiens nationaux dans la structuration du débat. Sébastien Roché apparaît à parts égales dans *Le Monde* et dans *Le Figaro* (25 et 22 occurrences) alors que Laurent Mucchielli est cité seulement 5 fois dans *Le Figaro* (contre 27 fois au *Monde*). Inversement et signe de son positionnement « à gauche », il apparaît davantage dans *L'Humanité* (23 fois contre une fois pour Sébastien Roché), *Libération* (20 fois contre 6 fois pour Sébastien Roché), et au *Parisien* (8 fois contre 2 fois pour Sébastien Roché). Enfin Sébastien Roché est deux fois plus cité par l'AFP qui joue le rôle de grossiste en information pour la presse que Laurent Mucchielli (17 dépêches entre mars 1995 et le 31 décembre 2005)<sup>13</sup>. Alain Bauer dispose également d'une importante surface médiatique dans la presse écrite. Comparé au nombre de fois où il est cité au *Figaro* (35 %), puis par *Le Monde* et *Le Parisien* (un quart chacun), il apparaît peu dans les pages de *Libération* et de *L'Humanité* (entre 7 et 8 %).

## Postures et rôles

- 12 C'est surtout au niveau des postures et de la conception de leur rôle respectif que Sébastien Roché et Laurent Mucchielli diffèrent. Prenant l'exemple du débat intellectuel de la fin des années 1950 en France qu'il décrit comme étant organisé autour d'une opposition entre « les intellectuels de gauche » incarnés par Jean-Paul Sartre (et Simone de Beauvoir) et la « pensée de droite » caractérisée par Raymond Aron, Pierre Bourdieu (1997 : 37) soulignait que
 

« l'un et l'autre avaient en commun, par-delà l'opposition radicale qui les séparait, de donner pour une représentation strictement objective de leur objet ce qui n'était qu'un point de vue particulier et, tout en étant fort lucides [...] sur le point de vue de leur concurrent d'être aveugles sur eux-mêmes et surtout sur le point de vue à partir duquel ils appréhendaient leur concurrent, c'est-à-dire sur le fait que, inscrits dans le même champ, ils y occupaient des positions antagonistes, principes de leur lucidité et de leur cécité ».
- 13 La posture de Sébastien Roché consiste à offrir aux journalistes des instruments de décryptage du discours des hommes politiques sur un sujet dont il entend maîtriser la dimension technique. Cela lui permet de donner des conseils et remettre en question certaines annonces politiques. Par exemple, dans le cadre d'un colloque sur les politiques de sécurité, il préconise « d'analyser au plus près du terrain les causes du sentiment d'insécurité [...], mais aussi les diverses « incivilités » repérées dans une cité où les vitres cassées ne sont pas réparées... afin de mieux saisir les « multiples réalités des peurs ressenties par les citoyens »<sup>14</sup>. Autre exemple, en plein débat sur la vidéosurveillance, il déclare à l'AFP et au *Figaro* que « les expériences étrangères démontrent un impact plutôt nul » de ce type de technique<sup>15</sup>. *Le Figaro* qui s'appuie sur un article du *Monde* qui vient de rendre public un rapport, pourtant réalisé en 1999, cite ses propos sur la nécessité de prendre en compte « la dimension ethnique et culturelle » de la délinquance juvénile<sup>16</sup>. *Le Monde* lui demande ce qu'il pense du bilan statistique du Premier ministre, Dominique de Villepin<sup>17</sup>.
- 14 Sébastien Roché qui dit avoir la réputation d'être « de droite » et déplore l'absence d'intellectuels de « ce bord » trouve dans *le Figaro* un allié objectif de la critique des

« sociologues et de la gauche ». Sa « neutralité » affichée lui offre aussi les faveurs de la presse « de gauche » (par exemple, il intervient dans *Télérama* – qui titre en « Une », de façon peu habituelle pour ce journal : « Violence des mineurs, pourquoi l'escalade »<sup>18</sup>) et du centre, comme l'atteste cet article publié dans *Le Monde* :

« “Comment soigner votre angélisme en dix leçons ?”. Sur ce créneau, c'est Sébastien Roché qui propose le guide le plus efficace [...]. Le criminologue avance en effet qu'il est nécessaire de rompre avec ce qu'il appelle “la tolérance d'indifférence” (je tolère d'autant mieux que je ne suis pas touché), ainsi qu'à un “économisme” synonyme de fatalisme. “L'action sur les causes profondes n'est pas forcément possible à court terme. Est-ce une raison pour ne rien faire ?”, lance-t-il en direction de “la gauche et ses sociologues” »<sup>19</sup>.

- 15 À la télévision, le rôle à tenir ne se réduit pas seulement à celui de l'expert, s'ajoute celui de porte-parole. Sébastien Roché apparaît comme le représentant des « victimes » de « l'insécurité ». Il intervient ainsi pour la première fois sur les plateaux de télévision, le 26 septembre 1995, dans le cadre d'une édition de « Ça se discute » (France 2), intitulée « Peut-on justifier l'auto-défense ? », en compagnie des victimes d'agressions (un médecin agressé dans son cabinet, une mère dont le fils est mort d'overdose, un bijoutier braqué), un avocat, un policier, un armurier, un architecte. Au journal télévisé (29/01/96, France 2, 20 h 22), dans le cadre d'un reportage sur le travail d'une postière dans une cité HLM, il déclare, que « les gens se trouvent devant une multiplication de petits incidents qui les rendent à moitié fous ». Dans une édition de France-Europe Express (05/11/97, 21 h 52), il revient sur l'augmentation de l'insécurité depuis la Seconde Guerre mondiale et déplore le fait que la police et la justice s'occupent des « belles affaires » et soient trop éloignés de la vie quotidienne des gens alors même que dans la dernière période, les tags, les occupations d'immeubles favorisent l'insécurité et le repli des gens (07/12/2000, JT 20 h, France 2). Dans une édition de « Mots croisés » consacrée à la violence des mineurs, en compagnie de Julien Dray et de Pierre Bédier<sup>20</sup>, Sébastien Roché analyse l'attitude de ces enfants qui dévalorisent la gravité de leurs actes pour pouvoir aller plus loin (11/12/2000)...

- 16 Laurent Mucchielli perçoit ses interventions dans le débat public comme une forme d'engagement qu'il qualifie de « citoyen ». Il s'agit dit-il de contrer le discours dominant sur l'insécurité, discours fondé sur des présupposés qu'il se propose de démonter. Si Laurent Mucchielli se définit comme un « citoyen engagé » (Mauger *et al.*, 2004) et non comme un intellectuel, c'est à cette figure qu'il est apparenté par un journaliste du *Figaro* :

« Inutile de préciser que l'angélique “politique de la ville” n'a jamais su faire reculer l'insécurité dans les banlieues, dont les habitants en sont les premières victimes [...]. Ce renoncement [...] est porté par le syndicat de la magistrature, qui préfère critiquer les méthodes policières plutôt que les actes des délinquants, et par de nombreux sociologues qui, comme Laurent Mucchielli, soutiennent que la violence des banlieues est d'abord une révolte contre “une société injuste et raciste” » (*Le Figaro*, 13/11/01).

- 17 La posture de Laurent Mucchielli semble davantage correspondre aux attentes du *Monde* et de *Libération* (plusieurs articles sont consacrés au réseau Claris (Agir pour clarifier le débat sur l'insécurité) s'ils ne sont signés par ses membres eux-mêmes, renouant ainsi avec la figure du collectif intellectuel militant), ce même journal qui a été taxé « d'angéliste »<sup>21</sup>. Dans les médias télévisés, Laurent Mucchielli endosse le rôle de « contradicteur ». Il intervient par exemple pour critiquer les mesures mises en place dans le cadre des politiques de lutte contre l'insécurité. Il est invité dans « Télé matin »



(France 2, 16/08/01, 17 h 57) face à un député RPR des Alpes Maritimes en duplex qui s'insurge contre les thèses développées dans son livre *Violence et insécurité*. Sur Canal +, il commente le nouveau ministère de la Sécurité intérieure destiné à appliquer de nouvelles mesures pour lutter contre l'insécurité et qui sera sous la charge de Nicolas Sarkozy (JT 7/05/02, 19 h 15, Canal +). Il analyse avec les sociologues Fabien Jobard (*Bavures policières ? La force publique et ses usages*, 2002), Nacira Guenif-Souilamas et Érik Blondin (*Le Journal d'un gardien de la paix*, 2002) l'utilisation du terme « insécurité » pendant la campagne présidentielle et commente les projets du nouveau gouvernement (02/06/02, La Cinquième, « Droits d'auteurs », 11 h 07). Il conteste le contenu et la méthode du questionnaire de l'enquête de victimisation initiée par le maire d'Orléans (15/10/02, JT soir 19/20, Orléans)... Aux journaux télévisés, Laurent Mucchielli se fait l'avocat des jeunes des cités. Au journal télévisé de 13 h, il déclare que « les premières causes de mort des policiers c'est d'abord que les délinquants veulent leur échapper », pointant ici la répression policière dont ils sont l'objet (JT France 2, 09/11/01, 13 h). Au journal télévisé de France 2, invité aux côtés de Julien Dray, il parle du lien entre délinquance et chômage (04/03/02, JT 20 h, France 2). Il explique les conflits de territoire et les rivalités entre bandes de jeunes (12/14, France 3, 07/03/02).

- 18 Il résulte de l'analyse des interventions de Sébastien Roché, Laurent Mucchielli et Alain Bauer que le champ médiatique est structuré en termes de « gauche » et de « droite », eu égard au rôle joué par *Le Figaro*, « Mots Croisés », « C dans l'air », *Libération*, *L'Humanité*, les émissions culturelles diffusées sur la chaîne *Arte*, de l'autre. Ceci à l'exception de l'hebdomadaire *Marianne* qui s'est montré très critique à l'égard de Laurent Mucchielli, mais il faudrait alors analyser comment le courant chevènementiste ou républicain que l'hebdomadaire a semble-t-il soutenu est intervenu dans le débat<sup>22</sup>. *Le Monde* contribue à construire cette polarisation en faisant intervenir dans ses colonnes des points de vue contradictoires.

## La lutte pour la définition du capital spécifique

- 19 L'utilisation des termes « neutre », « engagé », « de droite » ou « de gauche »<sup>23</sup> atteste de l'importation des catégories politiques dans le champ scientifique (mais aussi des catégories scientifiques dans le champ politique). L'échange par voix de presse entre Laurent Mucchielli et Alain Bauer est particulièrement révélateur de la lutte pour la définition du capital spécifique propre au sous-champ des recherches sur la délinquance, si tant est qu'il s'agisse bien d'un sous-champ (Mauger *et al.*, 2004). Dans une tribune, Laurent Mucchielli accuse Alain Bauer<sup>24</sup> d'être à l'origine d'une information erronée – la France serait « devenue plus criminelle, donc plus dangereuse que les États-Unis » – publiée en « Une » du *Figaro*, reprise par l'AFP, France Info, puis par le journal de 20 heures de tf1. Cinq jours plus tard, Alain Bauer lui répond dans *Le Monde* que « ceux qui croient supprimer le problème de l'insécurité et de la violence en tentant de faire croire que les médias inventent la délinquance deviennent paradoxalement les meilleurs alliés des receleurs des peurs collectives ». Il ajoute : « On peut tout relativiser. Surtout quand on est en situation de n'être victime de rien »<sup>25</sup>. Peu de temps après, le directeur du CESDIP, prend, dans *Le Monde*, la défense de Laurent Mucchielli, son confrère au CNRS, en invitant Alain Bauer à publier ses résultats et sa démarche de façon complète, dans une revue reconnue, ce qui rendra la discussion possible et d'obéir ainsi aux règles du débat scientifique<sup>26</sup>.

- 20 Puisque les « nouveaux experts » s'appuient sur la croyance en la validité des résultats de la science, c'est sur ce terrain que Laurent Mucchielli et son équipe entendent mener la lutte. La publication d'un ouvrage collectif, *Crime et sécurité : l'état des savoirs* (2002) qu'il co-dirige avec Philippe Robert, peut se lire comme une façon de réaffirmer le capital scientifique. Regroupant 42 sociologues ayant travaillé sur cette question, cette anthologie, d'où Sébastien Roché est absent, ne constitue-t-elle pas un moyen de dire qui sont les producteurs de discours légitimes sur cette question et de savoir où sont posés les problèmes réels ? Paradoxalement, en affrontant ces « experts » consacrés médiatiquement, Laurent Mucchielli reconnaît leur existence dans le débat public et indique, par là, qu'ils font partie du même sous-champ.

## Des chercheurs consacrés

- 21 En effet, lorsqu'ils interviennent dans les médias, Laurent Mucchielli et Sébastien Roché ont déjà acquis une certaine notoriété dans le milieu de la recherche, de l'enseignement et de l'édition, ce qui, outre le fait qu'ils sont tous les deux issus d'un milieu intellectuel<sup>27</sup>, confirme les résultats de l'étude réalisée par Luc Boltanski et Pascale Maldidier (1970). Ces auteurs ont observé une corrélation entre actions de vulgarisation et origine sociale élevée<sup>28</sup> et montré une liaison entre les scientifiques les plus reconnus et les plus diplômés avec ces actions. Aucun n'a rencontré d'obstacles véritables au cours de sa trajectoire scolaire et professionnelle<sup>29</sup>. Tous les deux ont été décorés de la médaille de bronze du CNRS (en 1996, pour Sébastien Roché ; 2006, pour Laurent Mucchielli), ont publié un nombre important d'ouvrages chez des éditeurs reconnus<sup>30</sup> et enseignent à l'université<sup>31</sup> et dans des centres de formation<sup>32</sup>.
- 22 Né en 1961, dans un milieu aisé, Sébastien Roché a effectué sa thèse sur le « sentiment d'insécurité » qu'il publiera aux Presses universitaires de France. Son objectif consistait à mesurer quantitativement l'inquiétude ressentie par les personnes à l'égard des crimes et délits, notamment, en s'inspirant des grandes enquêtes statistiques d'opinion de Paul Lazarsfeld et des analyses de sondages réalisées au sein de son laboratoire<sup>33</sup>. Il entre au CNRS en 1991. Il est affecté au Centre d'études et de recherche sur l'aménagement du territoire (CERAT), un laboratoire qui dépend de l'Institut de sciences politiques de Grenoble. Il s'intéresse à la délinquance, plus précisément à ce qu'il appelle les « incivilités » (tags, lancers de pierre, insultes, bruits, ampoules cassées...), c'est-à-dire les petits actes qui, par leur aspect répétitif, rendent la vie des habitants des quartiers populaires en particulier difficile. S'inspirant des travaux de Norbert Elias et John Scotson, il appréhende ces désordres comme la conséquence de conflits de morale et de norme. Après avoir réalisé, dans les années 2000, une grande enquête sur la délinquance auto-rapportée des jeunes, dans la région grenobloise, il se tournera vers l'analyse de l'appareil policier.
- 23 Né en 1968, dans un milieu relativement aisé, Laurent Mucchielli soutient sa thèse d'histoire des sciences sociales en janvier 1996 (qu'il publie aux éditions La Découverte, en 1998 : *La découverte du social, naissance de la sociologie en France*). Chargé de mission à Sciences Po-Paris et à l'Observatoire français de la conjoncture économique (OFCE) pendant un an, il est recruté au CNRS en 1997 et affecté au Centre d'études sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP). Il découvre la question de la délinquance à l'occasion de ses travaux sur la musique rap. À travers cette musique, il tente de saisir la vision du monde des « jeunes des cités » (Mucchielli, 1999a et b). Progressivement, il en

vient à lire des enquêtes sur la délinquance, et au sein de son laboratoire, le Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales (CESDIP) de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, se spécialise sur les statistiques de délinquance.

## Les motivations des chercheurs à intervenir dans le débat

- 24 Sébastien Roché participe au débat public parce qu'il souhaite diffuser au plus grand nombre son travail : « C'est important de montrer que les sciences humaines produisent des résultats. Quand vous passez au JT de 20 heures sur tf1, il est plus puissant que certains networks américains. Trente secondes sur tf1, vous allez avoir des milliers de gens qui vont vous oublier instantanément mais même, 0,9 % de 4 millions c'est énorme. Tous les décideurs vont vous voir, eux. Ils vont regarder ce média-là » (entretien avec l'auteure, 17/10/08). C'est au cours de ses recherches sur « l'insécurité » qu'il prend conscience du décalage entre le monde académique et la demande sociale. Ce thème qui présente alors un faible intérêt dans le milieu universitaire suscite, en revanche, celui d'un certain nombre d'acteurs – bibliothécaires, enseignants – qui l'invitent à en débattre ainsi que des journalistes :

« En 1988, par exemple, j'avais fait la Une du *Dauphiné libéré*, ce qui m'avait valu une inimitié avec mes collègues. Je réponds sur la base d'une enquête par sondage [...]. Le journal avait titré : "60 % des Grenoblois ont peur de sortir le soir", c'était un des résultats du sondage ». Ce sondage était une réponse à un appel d'offre, explique-t-il : « c'était le début de l'interrogation sur le sentiment d'insécurité [...]. À partir de 1981-1983, le FN prend ses premières municipalités. Il y a un intérêt politique : "Il devait y avoir une ligne budgétaire 'cadre de vie et sécurité'". Au plan construction et architecture ; il y a d'un côté ce qui concerne le bâtiment, et de l'autre, la question de l'habité. Il y a le cadre et les gens qui vivent dans ce cadre. La question de l'insécurité renvoyait à la manière dont les gens vivaient dans les espaces urbains. Il y a toujours eu des divisions dans les thématiques ». À cette époque, il travaillait avec Hugues Lagrange : "Il y a toujours un contexte, une institution, un labo, des collègues, un directeur de thèse. Hugues Lagrange était le tuteur, il avait dix ans de plus. C'était tout petit, on était dans de l'artisanat, la couverture médiatique était plus importante que la taille de l'opération. *Le Dauphiné Libéré* touche quatre départements, c'est un gros organe de presse"« .

- 25 La publication de son ouvrage traitant de « l'incivilité »<sup>34</sup>, *La délinquance des jeunes racontée par eux-mêmes* (paru aux éditions Le Seuil), l'amène à sortir du cercle académique et politique pour s'adresser à un lectorat plus large : « J'ai discuté avec Hervé Hamon, co-directeur avec Rotman, de la collection L'épreuve des faits. Je lui ai dit : "J'ai compris un certain nombre de choses sur la manière dont on peut expliquer ce qu'on trouve comme résultats de recherche, je me sens prêt pour faire une sorte d'essai, quelque chose de compréhensible par des gens qui ne sont pas spécialistes"« (*ibid.*). L'activité éditoriale de Sébastien Roché se répartira progressivement entre, d'un côté, des ouvrages scientifiques, de l'autre, des ouvrages destinés à un public plus diversifié.
- 26 Laurent Mucchielli se lance dans le débat à travers la publication d'un ouvrage grand public, *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans les débats publics* (2001, 2002). L'intention de l'auteur consiste à dénoncer la « surenchère sécuritaire » en proposant des arguments afin de contrer le discours hégémonique sur « l'insécurité » : « Donc, j'ai fait ce petit bouquin qui se veut une espèce d'analyse un peu alternative de tout ce débat sur la sécurité, qui essaye de décortiquer un petit peu et de comprendre justement pourquoi on

a cette espèce de surenchère sans fin dans laquelle tout le monde s'est lancé. Et en même temps, c'est un petit point sur ce qu'on peut savoir du réel » (entretien réalisé avec l'auteure, en avril 2006). Ce livre rencontre un succès éditorial inattendu : « Moi, c'était la première fois que je faisais un livre un peu grand public, on va dire. Jusque là, j'avais fait des travaux de recherche, des articles dans des revues universitaires, j'avais publié ma thèse, 500 pages, je faisais des travaux de type vraiment académique essentiellement. Et puis, ce bouquin a marché du feu de dieu (à ce jour, cumulé sur 4, 5 ans, je dois être à 17, 18 000 exemplaires, pour la sociologie, c'est important) ». Des travailleurs sociaux, des éducateurs, des sociologues, des élus l'invitent à participer à des débats et des colloques. Il en devient en quelque sorte le porte-parole :

« Il y avait toute une série d'acteurs sociaux qui attendaient, qui avaient besoin d'un discours de ce type, qu'ils ne trouvaient plus ailleurs [...]. J'ai touché beaucoup le monde des travailleurs sociaux, des associations, une partie des politiques ou des journalistes qui sentaient qu'on commençait à raconter n'importe quoi et qu'il fallait un peu essayer d'argumenter d'autres choses. Parce que c'est ça le drame de l'affaire, c'est que l'homogénéisation du discours politique, en réalité, finit par supprimer toute argumentation. Et quand tout le monde dit plus ou moins la même chose, le débat public devient une espèce de course à l'indignation, l'indignation moralisatrice, dans laquelle il n'y a plus d'argumentation. [...] Inversement, je pense que beaucoup d'acteurs très différents ont trouvé dans mon livre de l'argumentation, des outils pour argumenter et tenir une position différente face à des pressions de plus en plus fortes et des discours moraux consistant à dire. En gros, vous êtes un gentil si vous êtes contre la violence et pour les victimes ou un méchant sinon. Malheureusement, ça résume de plus en plus à ça ».

- 27 Avec des collègues, il décide de monter le groupe Claris dont la naissance officielle date de la parution dans le quotidien *Libération* d'une tribune. Un site internet est créé avec des commentaires d'actualité, des résumés de travaux de recherches, des comptes rendus de livres, un agenda. La constitution du réseau Claris répond à un contexte marqué par la mobilisation de plusieurs intellectuels et professionnels pour protester contre la loi sur la sécurité quotidienne du 15 novembre 2001 et la promotion des centres fermés pour mineurs délinquants<sup>35</sup>. Plusieurs pétitions sont signées (« contre la suspicion généralisée des jeunes de banlieue », à l'appel de Joël Roman, directeur de la revue *Esprit*<sup>36</sup>, ou encore « contre l'enfermement des mineurs » (*Le Monde*, 04/04/02) et des « colloques » sont organisés. Si Claris n'est pas la seule entreprise de dénonciation des logiques sécuritaires, ni Laurent Mucchielli le premier chercheur à s'y être engagé<sup>37</sup>, ce sont eux qui recevront les faveurs de la presse de référence, comme l'indique la participation du quotidien *Le Monde* et de la revue *Esprit* à l'organisation d'un colloque organisé à la mairie de Paris (« Démocratie, éducation, sécurité : quelles valeurs ? Quelles pratiques ? », 22 mai 2002)<sup>38</sup>. Le succès éditorial de son premier ouvrage, réédité un an après, conduira le sociologue à renouveler l'opération de déconstruction du discours médiatique avec *Le scandale des tournantes. Dérives médiatiques, contre-enquête sociologique* (2002).

## L'acquisition d'un capital médiatico-politique

- 28 Ces deux chercheurs se sont progressivement constitués un capital médiatico-politique alliant une compétence, un savoir-faire, un *habitus* et un « carnet d'adresse ». Laurent Mucchielli dit avoir appris à occuper les espaces réservés aux intellectuels, tels que les pages « Opinions », « Débats » et « Horizons », des quotidiens nationaux : « C'était faire une rubrique, très concrètement hein, la première chose qui s'offre aux intellos, c'est les

pages “Débats” des grands quotidiens dit Laurent Mucchielli. C’est “Rebonds” dans *Libé*, “Horizons” dans *Le Monde*, voilà. Donc c’est ce qu’on a fait. J’ai régulièrement fait des tribunes dans *Le Monde* et dans *Libé*. C’est le support direct qu’on est plein à utiliser ». Il sait aujourd’hui repérer les organes de presse stratégiques comme *Le Monde* : « Les journalistes sont rivés sur ce “canard de référence”<sup>39</sup>. Dans les médias audiovisuels, il apprend à s’exprimer de façon « claire, simple et directe », ce qui constitue le second critère qui oriente les journalistes vers tel ou tel interlocuteur, en dehors de sa consécration par un organe de presse prestigieux, à ses yeux : « Leur question essentielle c’est : “est-ce que le type passe bien ?” Moi ça m’est arrivé plein de fois que le journaliste m’appelle. Je dis : “ben non je peux pas mais je préfère vous donner le nom de tel collègue – Est-ce qu’il passe bien ? Est-ce qu’il parle bien ?” ». À la télévision, le média populaire par excellence, il se donne pour mission « d’éclairer » le grand public. Il dit ne pas faire la différence entre les émissions mais sait ce qu’on attend de lui. Il doit être pédagogue, capable de vulgariser ses travaux et s’exprimer dans un temps réduit : « Si on me dit : “Dites l’essentiel en dix minutes, un quart d’heure”, je le fais. Le but du jeu, c’est d’être efficace. C’est de faire passer le message ». Tous ces acquis s’appuient aussi sur des tentatives avortées et des échecs qui lui ont appris à adopter un comportement spécifique sur les plateaux télévisés en particulier. Il cite l’exemple d’une l’émission de débats, « Ripostes », diffusée sur La Cinquième, à laquelle il est invité. Voyant que celle-ci s’achève sans que la question (à ses yeux) essentielle – les problèmes de fond dans les quartiers – n’ait été abordée, Laurent Mucchielli interpelle l’animateur. Il élève la voix d’un ton pour couvrir celle de l’un des hommes politiques invités : « Maintenant, il faut arrêter de parler, il faut dire l’essentiel ». Il réussit à obtenir un moment de silence qui lui permet de dire, en très peu de temps : « Voilà, à mon avis, quels sont les quatre points essentiels ». Il se souvient avoir été félicité par les journalistes de l’émission, en coulisses, pour s’être imposé face à des professionnels du débat politique.

« J’ai sûrement eu les premières fois, un temps d’apprentissage, de rodage, je ne m’en souviens plus. Mais fatalement, les premières émissions, j’ai dû sortir frustré, en me disant : “mince, je voulais dire trois, quatre trucs”. Mais ça va même plus loin, on finit par comprendre le jeu, y compris, de certains politiques. C’est-à-dire que même si la question est mauvaise, il faut donner la bonne réponse. [...] Les premières fois, certainement, je ne savais pas, j’osais pas, j’attendais qu’on me pose la question pour parler, j’étais dans une posture plutôt défensive ou attentiste. Sans doute qu’à force, parce que j’en ai fait vraiment un paquet, maintenant, c’est très différent, j’arrive, je sais ce que je veux dire et à la limite, c’est presque moi qui vais couper la parole ».

- 29 Passer sur un plateau de télévision en compagnie de politiques requiert un aplomb particulier qui n’est pas enseigné dans le milieu académique, comme l’exprime un collègue en science politique interrogé en juillet 2008 : « S’il y a une pluralité d’acteurs, je n’y vais pas, parce que tu n’es tout simplement pas en condition de pouvoir restituer la réflexion. Moi, en plus, j’ai un réflexe de c..., c’est que dès que j’ai des acteurs face à moi, je me mets en mode terrain, je débranche et j’écoute. Enfin, tu vois, je suis en écoute flottante ».
- 30 Pour Sébastien Roché, la dimension médiatique a très tôt constitué un élément de son travail qu’il a mis en action, à travers la production de résumés : « On fait le résumé en dix lignes, puis le résumé en deux pages. Une fois qu’on a fait ça, on s’aperçoit que les gens ne lisent que les résumés [...]. Or, les médias travaillent comme ça, ils ne font que deux colonnes, mais deux colonnes lues par des centaines de milliers de lecteurs. Cela

donne de la surface » (in : Zuanon, 2004 : 169). Il dit s'être formé aux médias par la pratique, en commençant par des petits journaux (presse régionale, radio confessionnelle et/ou militante), puis en intervenant dans des journaux plus importants en terme d'audience et/ou de notoriété. Il explique que les journalistes avec lesquels il était en relation, à l'époque sont, comme lui, montés dans la hiérarchie :

« Les journalistes, c'est une communauté, ils grandissent en même temps que vous. Je me souviens d'Yves Calvi, il y a plus de dix ans. À l'époque, c'était un jeune journaliste et moi, un jeune chercheur puis chacun est monté dans son organisation [...] Yves Calvi travaillait à LCI, dans une émission qui ne devait pas avoir une grande écoute [...], Arlette Chabot était journaliste à "Mots croisés". J'ai rencontré d'autres gens : Agathe Logeart au *Nouvel Obs*, il y a plus de dix ans. Certaines de ces personnes sont devenues plus importantes » (entretien avec l'auteure, avril 2006).

- 31 Comme Laurent Mucchielli, il a appris à répondre à la demande des journalistes – « les émissions sont scénarisées, on intervient à un moment donné et point final » – dans le format requis : « Il y a des formats en 30 secondes ou en 500 pages, je me suis dit que je n'étais pas moins capable de faire les deux » (Zuanon, 2004 : 172). Il cite également en exemple la façon dont il « décline l'idée d'évaluation » dans différents supports (*Libération*, *Le Monde*, *Les Cahiers du développement social urbain*, *La Lettre du cadre territorial*).
- 32 Se soumettre aux contraintes imposées, aux modalités de prise de parole, d'expression (être clair, précis, parler en un minimum de temps) et de présentation caractérise le « bon client ». De même ces deux sociologues répondent bien à la recherche de l'équilibre, du discours moyen qui exclut ceux qui emploient un langage jugé trop savant, théorique ou « intellectuel », ceux qui sont agressifs ou ont un discours trop appuyé ou jugé « extrême ». Par ailleurs, ils utilisent des termes du langage courant ce qui renforce leur crédit aux yeux des journalistes : « Être "un bon client" implique d'abandonner son appareil conceptuel au cours de sa prise de parole dans les médias grand public, pour y substituer de la "superficialité" », écrit Caroline Lensing-Hebben (2008 : 39). Cet apprentissage des rôles met en évidence l'existence d'un processus circulaire puisque les médias télévisés choisissent les chercheurs les plus conformes à leurs attentes et les plus disposés à venir s'exprimer selon les cadres imposés.

## Coûts et profits de la médiatisation

- 33 C'est parce qu'elle engendre des retombées symboliques et matérielles fortes que la médiatisation peut être recherchée<sup>40</sup>. Intervenir dans la presse a un impact direct sur les ventes de livres, explique Sébastien Roché (2004 : 168) : « Lorsque les gens connaissent votre nom, vous avez vendu 50 % de ce que vous voulez vendre ». Cette visibilité permet également d'obtenir du crédit auprès d'hommes politiques. Il explique avoir été invité « à une réunion du Parti communiste français (PCF) avec Marie-Georges Buffet, à Lyon, à celle de Démocratie libérale (DL) à Paris, avec le juge Jean-Pierre, et au Parti socialiste (PS) au siège, rue de Solferino, en novembre 2001, pour discuter sur l'insécurité et les élections ». Il laisse le soin à chaque parti de « récupérer » ce qui l'intéresse de son travail, ajoutant à titre d'exemple que la lecture de *La société incivile* aurait fait changer d'avis le maire de Vénissieux sur la question de la sécurité (Roché, 2004 : 170). Dans la mesure où ce chercheur a une vision plus appliquée de la recherche, peser sur les politiques publiques est pour lui un gage de reconnaissance. Sur ce point, il est proche d'Alain Bauer (voir *supra*), même s'il explique que le premier se place en tant qu'expert sur le terrain politique alors qu'il se situe sur le terrain « administratif » (entretien avec l'auteure,



17/10/08). Il cite en exemple la façon dont les résultats d'une enquête de délinquance « auto-déclarée »<sup>41</sup> menée sur deux agglomérations et plus de 2 200 jeunes, et publiée aux éditions du Seuil, montrant que 5 % des délinquants commettent 50 à 30 % des délits dans une tranche d'âge (ce qui deviendra la « loi des 5 % »), ont été repris dans le rapport du Sénat sur la délinquance des mineurs et dans les discours du ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy. De même, la recherche sur les risques routiers est une réponse à une sollicitation de l'ex-députée interministérielle à la sécurité routière du gouvernement Jospin qui, au moment de la sortie son livre *La délinquance des jeunes. Les 13-19 ans racontent leurs délits* (2001), lui a demandé de rejoindre le Conseil national des experts de la sécurité routière (Zuanon, 2004 : 168). Par ailleurs, il a participé à l'élaboration de contrats locaux de sécurité avec des collectivités territoriales. Sa neutralité et le crédit qu'il obtient des hommes politiques le conduisent à occuper des positions institutionnelles dans des gouvernements de gauche comme de droite. Nommé au conseil national de la Sécurité routière par le gouvernement Jospin, Sébastien Roché est également membre du Haut conseil à l'intégration, du conseil d'administration de l'École nationale supérieure de la police, secrétaire général de la Société européenne de criminologie (ESC, Cambridge University). Outre la commission du Sénat sur la délinquance des mineurs, il participe à la commission Kriegel sur la violence et la télévision<sup>42</sup>. L'insertion de Sébastien Roché dans des commissions et institutions témoigne donc d'une diversification et d'une institutionnalisation réussie. Comme pour son collègue, la médiatisation a permis à Laurent Mucchielli de se constituer un public, hors du milieu académique. Mais sa posture plus « engagée » et sa conception moins appliquée de la science, semble restreindre l'étendue des sollicitations politiques dont il fait l'objet à des partis plus minoritaires (les Verts, le PCF). Cela permet également de comprendre que les positions dans le champ politico-administratif soient en nombre plus limité que Sébastien Roché. Mais la médiatisation comporte également un coût, celui de s'exposer à l'animosité des collègues, ce qui peut s'expliquer par le fait que les propos n'engagent pas seulement des individus, mais l'ensemble de la corporation, comme l'exprime l'un d'eux (chargé de recherche au CNRS, 2008) :

« Scientifiquement, on est surveillé. Le moindre universitaire qui a décidé de se flinguer le CNRS et qui aujourd'hui est au cabinet de la ministre de l'Enseignement et de la Recherche, il sort ce truc-là devant Péresse, je veux dire : "ce mec, directeur de recherche au CNRS, directeur d'unité, qu'est-ce que c'est que ce truc-là ?" Et là, ça engage la déontologie. [...] Si on a une légitimité, nous, sociologues, le CNRS a une exigence d'excellence scientifique. Si on n'a plus d'exigence scientifique, là-dessus... ».

## Conclusion

- 34 Amenés à intervenir dans un débat public dominé par le point de vue d'experts intéressés dans la production d'un discours alarmiste sur la petite délinquance des jeunes des quartiers pauvres, Laurent Mucchielli et Sébastien Roché remplissent les conditions pour occuper des positions qui leur préexistent. En offrant des arguments immédiatement mobilisables, sans pour autant, semble-t-il au regard de leurs signes de reconnaissance, se démarquer du monde académique (où les critères de reconnaissance scientifique s'appuient sur le jugement des pairs et non sur celui du grand public), ils participent à construire l'axe autour duquel s'organise le débat public, axe qui va du pôle compréhensif

au pôle répressif, et sur lequel se distribuent de manière inégale les différents agents engagés dans le débat sur question de « l'insécurité ».

- 35 À travers les rôles et postures de ces deux figures de la sociologie, ce sont également deux rapports au « peuple » qui se dégagent. En fait, la critique des intellectuels qui se cristallise autour de Laurent Mucchielli n'est pas nouvelle. Au XIX<sup>e</sup> siècle, le terme « intellectuel » désignait dans les textes d'inspiration littéraire les « tenants du dilettantisme, de la cérébralité, de l'avant-gardisme et de l'aristocratie qui méprise la foule » (Charle, 1990 : 57). Avant que la crise des intellectuels ne surgisse sous le poids des nouveaux entrants originaires de milieux plus modestes, les « intellectuels-prolétaires » issus des classes dominées accusaient en effet cette élite de contribuer au travail de domination des classes populaires (*ibid.* : 64). Autrement dit, tout se passe comme si, à la « gauche » et ses « sociologues » accusés de parler pour le peuple, la « droite » opposait des instruments permettant de mesurer ce que pense « vraiment » la population.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Barats Chr., 2001, « Les mots de l'immigration et l'ethnisation des rapports sociaux. Le cas des débats télévisés français sur l'immigration », *Réseaux*, 107, pp. 148-179.

Bauer A., Raufer X., 1998, *Violences et insécurités urbaines*, Paris, Presses universitaires de France.

Blondin É., 2002, *Le Journal d'un gardien de la paix*, Paris, Éd. La Fabrique.

Boltanski L., Maldidier P., 1970, « Carrière scientifique, morale scientifique et vulgarisation », *Informations sur les sciences sociales*, 9(3), pp. 99-118.

Bonelli L., 2008, *La France a peur. Une histoire sociale de « l'insécurité »*, Paris, Éd. La Découverte.

Bourdieu P., 1997, *Les usages sociaux de la science*, Paris, Éd. INRA.

Charle Chr., 1990, *Naissance des "intellectuels" 1880-1900*, Paris, Éd. de Minuit.

Coutant I., 2003. *Institution judiciaire et éducation morale des jeunes de milieu populaire. Enquête ethnographique sur deux dispositifs : une maison de justice et un dispositif d'insertion de la PJJ*, thèse de sociologie, École des hautes études en sciences sociales.

Gitlin T., 1980, *The Whole world is watching : mass media in the making and unmaking of the new left*, Berkeley/Los Angeles/London, University of California press.

Hilgartner S. L., Bosk C., 1988. « The rise and the fall of social problems: a public arenas models », *American Journal of sociology*, vol. 94, 1, pp. 53-78.

Jobard F., 2002. *Bavures policières ? La force publique et ses usages*, Paris, Éd. La Découverte.

Lensing-Hebben C., 2008. *Les experts cathodiques. Chercheurs face à la tentation médiatique*, Lormont, Éd. l'INA/Le Bord de l'eau.

Macé É., Peralva A., 2002, *Médias et violences urbaines. Débats politiques et construction journalistique*, Paris, Éd. La Documentation française.



- Mauger G., Ravet H., Tissot S., 2004, *La délinquance des mineurs. Pour un bilan critique des discours savants. Rapport à la protection judiciaire de la jeunesse*, Paris, ministère de la Justice.
- Mucchielli L., 1999a, « Violences urbaines, réactions collectives et représentations de classe chez les jeunes des quartiers relégués de la France des années 1990 », *Actuel Marx*, 26, pp. 85-108.
- 1999b, « Le Rap, tentative d'expression politique et de mobilisation collective chez les jeunes des quartiers relégués », *Mouvements*, 3, pp. 60-66.
- 2001, « Transformation de la famille et délinquance juvénile », *Problèmes politiques et sociaux*, 860, pp. 3-5.
- 2002, *Violences et insécurité. Fantasmes et réalités dans le débat français*, Paris, Éd. La Découverte.
- 2005, *Le scandale des tournantes. Dérives médiatiques, contre-enquête sociologique*, Paris, Éd. La Découverte.
- Pinçon M., Pinçon-Charlot M., 1997, *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Paris, Presses universitaires de France.
- Rey A., 2002, « La sécurité dans le débat politique », pp. 25-32, in : Mucchielli L., Robert Ph., dirs, *Crime et sécurité, l'état des savoirs*, Paris, Éd. La Découverte.
- Roché S., 1994, *Insécurité et libertés*, Paris, Éd. Le Seuil.
- 2001, *La délinquance des jeunes. Les 13-19 ans racontent leurs délits*, Paris, Éd. Le Seuil
- 2004, « Le chercheur et les médias. Entretien avec Sébastien Roché », pp. 167-177, in : Douillet A.-C., Zuanon J.-P., dirs, *Quarante ans de recherche en sciences sociales. Regards sur le CERAT 1963-2003*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

## NOTES

1. Ce thème a constitué un enjeu politique limité dans le temps, les élections présidentielles de 2007 s'étant jouées sur la question du « pouvoir d'achat ».
2. Chaque arène a une capacité limitée de problèmes sociaux, de même que les membres du public sont limités par le temps et l'argent qu'ils consacrent aux problèmes sociaux et par le « surplus de compensation » qu'ils peuvent rassembler pour des causes (Hilgartner, Bosk, 1988).
3. Directeur des études du Centre universitaire de recherche sur les menaces criminelles contemporaines de l'université Paris 2-Panthéon Assas, chargé de cours à l'Institut criminologique de Paris X. Raufer s'appelle en réalité Christian de Bongain. Cet ancien fondateur du parti d'extrême droite, Occident chrétien, et idéologue de la nouvelle droite a été candidat du parti Ordre nouveau, en 1971. En 1979, il adopte le pseudonyme de X. Raufer pour rentrer comme journaliste à *L'Express* et se spécialise sur le terrorisme. Il dirige une collection « Criminalité internationale » aux Presses universitaires de France, crée un diplôme de troisième cycle, dans lequel interviennent A. Bauer, des policiers, consultants, cadres d'entreprises privées, magistrats, un écrivain (Mucchielli, 2002).
4. En 1996-1997, il participe à la 7<sup>e</sup> session d'auditeurs de l'IHESI, intervient dans des formations universitaires de l'Institut. Il enseigne au sein du DESS « Ingénierie de la sécurité », dispensé en collaboration avec l'université Paris 5 ; des cours de « sûreté urbaine » dans le cadre d'un programme d'étude sur les « métiers de la ville » à l'Institut d'études politiques de Paris). Il enseigne également dans les écoles de formation de l'administration (École nationale supérieure de police, des écoles de formation des officiers de la gendarmerie nationale). Pour une présentation plus détaillée de sa biographie, voir Bonelli (2008).

5. En 2003, il sera nommé par le ministre de l'Intérieur, N. Sarkozy, président de l'Observatoire national de la délinquance, une structure qui dépend de l'IHESI qui publie des rapports annuels, des études, et finance des enquêtes nationales de victimisation menées sur sa demande par l'INSEE.
6. Le Front national obtient 11,2 % aux élections européennes de 1984, 9,9 % aux législatives de 1986, 14,4 % aux présidentielles de 1988.
7. Au sujet de l'immigration, M. Rocard déclarait en décembre 1989 à 7/7 (tf1) que « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde » ; Fr. Mitterrand, le 10 décembre 1989, s'exprimait sur le « seuil de tolérance » sur les micros d'Europe 1 et d'Antenne 2. Dans un débat organisé au RPR, en juin 1991, J. Chirac affirmait : « Ce n'est pas être raciste que de dire que nous n'avons plus les moyens d'honorer le regroupement familial » après avoir dressé le portrait d'un « travailleur français » de la Goutte d'or, « qui voit sur le palier d'à côté de son HLM une famille avec un « père, trois ou quatre épouses, une vingtaine de gosses, qui touche presque 50 000 francs de prestation sociale sans travailler. Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, le travailleur français sur le palier, il devient fou » (déclarations rapportées par Chr. Barats (2001 : 73).
8. La question de l'immigration apparaît en creux dans ce débat comme l'illustre un colloque sur la « Violence urbaine et la délinquance juvénile » organisé par l'Institut des hautes études sur la justice, la revue *Esprit* et *Le Monde*, les 26 et 27 novembre 1999, à Paris. Le journaliste du *Monde* chargé d'en faire le compte rendu identifiait deux groupes antagonistes, ceux pour qui il faut « nommer la dimension ethnique sans tomber dans l'hypocrisie mais sans la stigmatiser » et ceux pour qui la délinquance juvénile est « davantage perçue comme un cumul de handicaps et de déficits (économiques, scolaires, familiaux, etc.) » (E. Encyian, « Dans les cités, l'ethnisation contre le métissage », *Le Monde*, 04/12/99).
9. L'idée selon laquelle la délinquance se trouve chez le délinquant lui-même est un argument avancé par les producteurs d'une contre-expertise, voir Bonelli (2007).
10. Du lundi au vendredi à 17 h 45 (hertzien et TNT) et à 21 h 50 (câble, satellite et TNT).
11. Consultable sur : <http://www.cpconseils.com/fr/societe.html>
12. Ainsi que P. Mauduit (commandant de police, co-auteur de *Le flic et le thérapeute* paru en 2004, et conseiller technique du syndicat Synergie Officiers), J.-M. Salanova (commissaire de police et secrétaire général adjoint du syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale).
13. Cette recherche ayant été réalisée à partir d'Europress sur une période relativement différente, nous n'avons pas pu obtenir ces données pour A. Bauer.
14. Colloque organisé les 20 et 21 février 1997. E. Incyian, « Les politiques de sécurité manquent d'études et d'indicateurs cohérents » (*Le Monde*, 26/02/97).
15. G. Bonnet, « Collèges et lycées ouvrent doucement leurs portes à la sécurité » (AFP informations générales, 27/11/02, 18 h 27) ; M. Court, Chr. Cornevin, « Vive réaction du ministre aux derniers épisodes de violences scolaires, Darcos veut plus d'équipements de surveillance dans les écoles » (*Le Figaro*, 28/11/02).
16. Th. Portes, « La dimension "ethnique" de la délinquance en chiffre » (*Le Figaro*, 20/07/04).
17. P. Smolar, « Trois questions à... Sébastien Roché » (*Le Monde*, 17/01/05).
18. D. L. Pellegrin, « La tyrannie de la minorité » (*Télérama*, 21/11/01).
19. « Démesure de l'insécurité » (*Le Monde des livres*, 03/05/02).
20. Le premier, député PS et vice président du Conseil régional d'Ile-de-France, parle des « réseaux mafieux dans les cités » devenues des « ghettos », du « pouvoir de quelques petits délinquants qui terrorisent le quartier ». Le second, P. Bédier, maire RPR de Mantes, pointe la question des « multi-récidivistes ».
21. D'après un entretien avec un rédacteur de *Libération* (juil. 2004).
22. L'hebdomadaire *Marianne* a publié plusieurs articles critiques sur L. Mucchielli.

23. Compte tenu du déplacement du Parti socialiste vers le centre (et le centre vers la droite), le terme « droite » en est venu à désigner le parti socialiste et le centre, celui de « gauche », le parti communiste, la ligue communiste révolutionnaire, c'est-à-dire les « partis extrêmes ».
24. L. Mucchielli, « La France, les États-Unis et la violence » (*Le Monde*, rubrique « Horizons-Analyses » et « Débats », 21/07/01).
25. A. Bauer, « Peut-on sérieusement parler de la violence ? » (*Le Monde*, 26/07/01).
26. R. Lévy, « Chiche, monsieur Bauer ? » (*Le Monde*, rubrique « Horizons-Analyse », 02/08/01).
27. S. Roché a été élevé par une mère photographe, un beau-père, journaliste et éditeur ; les parents de L. Mucchielli enseignent la psychologie à l'université et sont praticiens.
28. Parmi les scientifiques confirmés, 50 % de ceux qui ont vulgarisé sont d'origine populaire, 60 % sont originaires des classes moyennes, 70 % sont issus des classes supérieures (Boltanski, Maldidier, 1970 : 113, 109).
29. Ces informations sont issues d'un entretien réalisé en avril 2006 avec L. Mucchielli, et de deux autres entretiens publiés (Roché, 2004 ; Mauger, Ravet, Tissot, 2004).
30. Outre les Presses universitaires de France dans lesquelles ils ont tous deux publié, S. Roché a publié aux éditions Le Seuil et O. Jacob ; L. Mucchielli à La Découverte.
31. L. Mucchielli donne un cours de sociologie de la délinquance à l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Il a créé un séminaire – « Déviances et délinquances juvéniles au cours du XX<sup>e</sup> siècle : pratiques, représentations et contrôles sociaux » – qui regroupe des étudiants et jeunes chercheurs. S. Roché enseigne dans le cadre d'un DESS de l'université Paris 5 avec l'IHESI ; il codirige, à l'IEP de Grenoble, un séminaire en DESS sur la politique de la ville et la politique de sécurité, et enseigne dans le cadre du DESS « Police et sécurité » à Toulouse.
32. L. Mucchielli est formateur à la protection judiciaire de la jeunesse ; S. Roché donne des cours à l'École nationale supérieure de la police. Il est invité dans de nombreux pays pour présenter le « modèle français », participe au forum européen pour la sécurité urbaine, signe des éditoriaux sur le site d'une revue en ligne à destination des cadres territoriaux.
33. Le choix d'une méthode quantitative découle du séjour de S. Roché à la maison d'Oxford où il a été allocataire pendant deux ans.
34. Dans la loi de 1995, la notion d'« incivilité » désigne les « petites malfaisances qui dégradent la vie quotidienne (insultes, nuisances sonores, dégradations de boîtes aux lettres) et ne correspondent pas toujours à des infractions pénales » (Coutant, 2003 : 7).
35. Organisations syndicales : syndicat de la magistrature, des personnels de l'éducation surveillée de la PJJ, syndicat des avocats de France. Organisations associatives : association des professionnels en lien avec la Justice, association des magistrats de la jeunesse, Ligue des droits de l'homme...
36. « Pas de guerre anti-jeunes ! » (*Le Monde*, 12/12/01) : appel signé par 85 signataires dont L. Mucchielli, A. Touraine, F. Khosrokhavar, B. Stora, Y. Sintomer, J. Costa-Lascoux.
37. En 1999, le sociologue L. Wacquant publiait *Les prisons de la misère*. En outre, la création de Claris fut précédée d'un colloque à Montpellier (29 mai 2000), en sa présence et avec des syndicats (syndicat de la magistrature, syndicat national des personnels de l'éducation surveiller – PJJ FSU –, syndicat national des psychologues, syndicat des assistantes sociales de la fonction publique FSU), ainsi que la Ligue des droits de l'homme.
38. Inversement, le « forum contre les violences policières et sécuritaires » organisé quelques jours plus tard à la Bourse du travail de Saint-Denis par le MIB (Mouvement de l'immigration et des banlieues), le réseau « contre la fabrique de la haine », des collectifs locaux et des associations (dont le GISTI – Groupe d'information et de soutien des immigrés, Act-Up, Droit devant ! et les syndicats Sud et CNT), sera très peu visible dans la presse.
39. En 2001, le quotidien lui consacra une pleine page d'interview avec une photographie qui l'intronisa dans le carnet d'adresse de journalistes.

40. Ce point a aussi été souligné par C. Lensing-Hebben (2008).
41. L'enquête sur la délinquance reprenait un protocole mis au point dans les années 80, importé des États-Unis via le Canada, il y ajoute un certain nombre de questions pour l'adapter au contexte français actuel.
42. La commission Kriegel a rendu son rapport le 14 novembre 2002 au ministre de la Culture du gouvernement UMP, J.-J. Aillagon.
- 

## RÉSUMÉS

En France, à la fin des années 90, plusieurs « experts » ont monopolisé le débat public sur la petite délinquance en se positionnant comme les interlocuteurs légitimes des hommes politiques et des journalistes. À travers la façon dont deux sociologues de la délinquance représentant des positions antagonistes – Sébastien Roché et Laurent Mucchielli – sont intervenus dans les médias, durant cette période, cet article se propose d'analyser la façon dont la sociologie contribue à formuler les problèmes sociaux.

In France, at the end of the 1990, several “experts” monopolized the public debate on young delinquency by positioning themselves as politics and journalists’ legitimate interlocutors. Through the way two sociologists of delinquency representing antagonist positions talked to the media – Sébastien Roché and Laurent Mucchielli – at that time, this contribution proposes to analyze how sociology contributes to represent social problems.

## INDEX

**Mots-clés :** débat public, délinquance juvénile, experts, médias, problèmes sociaux, Sébastien Roché, sociologie, Laurent Mucchielli

**Keywords :** experts, juvenile delinquency, media, public debate, social problems, Sébastien Roché, sociology, Laurent Mucchielli

## AUTEUR

**JULIE SEDEL**

Centre de sociologie européenne  
École des hautes études en sciences sociales, Paris  
jsedel@orange.fr